



CONVENTION DE PARTENARIAT

POUR LE **DEVELOPPEMENT DES BIBLIOTHEQUES SOUS MAIN DE JUSTICE** DU DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES,

ENTRE L'AGENCE REGIONALE DU LIVRE PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR,

LE SERVICE PÉNITENTIAIRE D'INSERTION ET DE PROBATION DES ALPES-MARITIMES,

LA DIRECTION TERRITORIALE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE
DES ALPES-MARITIMES,

LE RESEAU DES BIBLIOTHEQUES DE NICE,

Et LE RÉSEAU DES BIBLIOTHÈQUES DE GRASSE.

Entre

L'AGENCE REGIONALE DU LIVRE PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR, association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à Aix-en-Provence, 8/10 rue des Allumettes ; représentée par sa directrice, Madame Léonor DE NUSSAC, *et désignée sous le terme "ArL Provence-Alpes-Côte d'Azur",*

LE SERVICE PENITENTIAIRE D'INSERTION ET DE PROBATION 06

dont la direction départementale est située à ...7 Avenue Desambrois 06000 NICE, représenté par sa directrice fonctionnelle Anne GOURRIER, *et désigné sous le terme "SPIP 06",*

LA DIRECTION TERRITORIALE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE 06

dont le siège social est situé à NICE (06000), 20 rue Verdi, représentée par sa directrice territoriale Laurence DUPERRAY *et désignée sous le terme "DTPJJ 06",*

LA « COMMUNE DE GRASSE »,

SIEGE : PLACE DU PETIT PUY – B.P. 12031 - 06131 GRASSE CEDEX,

REPRESENTÉE PAR MONSIEUR JEROME VIAUD, MAIRE,

AGISSANT EN APPLICATION D'UNE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N°

EN DATE DU , VISEE

EN SOUS-PREFECTURE DE GRASSE LE 2021.

et désigné sous le terme de "réseau des bibliothèques de Grasse",

ET

La Ville de Nice,

représentée par Monsieur Christian ESTROSI, Maire en exercice, 5 rue de l'hôtel de Ville 06364 Nice cedex 4, en vertu de la délibération n°... du conseil municipal en date du

Ci-après dénommée "la Ville"

PRÉAMBULE

La circulaire commune du Ministère de la Justice et du Ministère de la Culture et de la Communication sur le fonctionnement des bibliothèques et le développement des pratiques de lecture dans les établissements pénitentiaires de décembre 1992 (Circ. N° AP.92.08. GB 1 14.12.92 NOR JUS E 9240087 C), définit les orientations d'une politique partagée en faveur du développement des actions culturelles en milieu pénitentiaire, notamment par le biais de l'enrichissement des bibliothèques carcérales. Cette circulaire place la bibliothèque carcérale au centre des problématiques du détenu : « *Le développement des pratiques de lecture et d'écriture est essentiel pour la structuration de l'individu et la connaissance de son environnement. Fondement de l'accès à l'autonomie, condition d'accès aux autres activités culturelles, rempart contre la déqualification et l'exclusion, vecteur des relations que peut entretenir par courrier le détenu [...], il est au cœur des dispositifs d'insertion. Il relève d'une politique culturelle globale mise en œuvre de manière partenariale* ».

Les Services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP), échelon inter-départemental de la Direction interrégionale des services pénitentiaires, sont notamment chargés de favoriser l'accès à la culture des détenus, en lien avec les services déconcentrés du Ministère de la Culture et de la Communication et les structures culturelles territoriales ou associatives.

L'article D. 443-1 du code de procédure pénale qui stipule que : "L'approvisionnement ainsi que la formation et l'encadrement des personnes détenues affectées à la médiathèque dans le cadre d'un classement d'emploi sont assurés par un bibliothécaire ou, à défaut, le service pénitentiaire d'insertion et de probation, avec le concours des bibliothèques territoriales partenaires de l'administration pénitentiaire." ;

Les recommandations minimales apportées par le Contrôleur général des lieux de privation de liberté dans le JO du 4 juin 2020, précisant dans le paragraphe 5.4, 108 : " Chaque lieu de privation de liberté doit offrir un choix varié et adapté de lectures aux personnes hébergées, dans des langues qu'elles maîtrisent. Une bibliothèque correctement approvisionnée doit être accessible à tous, sans autorisation préalable. Celle-ci doit notamment disposer des ouvrages nécessaires à la connaissance et à la compréhension des régimes juridiques auxquels les personnes enfermées sont soumises ainsi que des droits dont elles sont titulaires." ;

Enfin, la *Circulaire du 3 mai 2012 relative à la mise en œuvre des projets culturels destinés aux personnes placées sous la main de justice et aux mineurs sous protection judiciaire* - NOR : MCCB1114516 C – étend le champ d'action : "Le protocole rappelle que l'accès à la culture est un droit fondamental, au même titre que l'éducation et la santé. Or les personnes concernées font partie des publics les plus éloignés de l'offre culturelle. C'est pourquoi il affirme l'action volontariste des services du Ministère de la Justice et des libertés et du Ministère de la Culture et de la Communication, qui contribue ainsi à l'insertion et à la prévention de la délinquance et de la récidive. En effet, la culture est un vecteur d'ouverture et d'échanges. Elle a une vertu éducative et citoyenne qui contribue à la revalorisation de soi, à la maîtrise des fondamentaux, à l'approfondissement des savoirs de base, et à l'acquisition des compétences professionnelles. **L'accès à la culture des personnes placées sous main de justice et des mineurs sous protection judiciaire s'inscrit pleinement dans les politiques et les missions des ministères signataires...**". Soit pour le Ministère de la Culture, les établissements publics et structures culturelles subventionnées, pour les services pénitentiaires les services d'insertion et de probation et pour les mineurs placés sous main de justice les services publics et associatifs de la Protection judiciaire de la jeunesse en milieu ouvert, dans les établissements de placement ou en détention.

Ainsi la circulaire déclare que tous "les dispositifs de droit commun relevant du Ministère de la Culture et de la Communication pourront être déclinés à leur intention : résidences d'artistes, jumelages, festivals nationaux et régionaux, manifestations culturelles, offre de lecture publique, accès à la presse ..."

CONSIDERANT :

- la volonté commune du Ministère de la Justice et du Ministère de la Culture de développer conjointement les bibliothèques d'établissements sous main de justice,
- la mission confiée par le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Direction régionale des affaires culturelles, la Direction interrégionale des Services pénitentiaires et la Direction régionale de la Protection judiciaire de la jeunesse à l'ArL Provence-Alpes-Côte d'Azur pour le développement de la lecture en prison depuis 2015, ainsi que dans les foyers de la PJJ depuis 2018,
- le besoin identifié par le SPIP et la PJJ de renouveler les collections et animer les bibliothèques des établissements du territoire,
- le souhait des **bibliothèques municipales** d'accompagner autant que faire se peut, et sur ses missions, le développement des bibliothèques sous main de justice, dans les lieux cités en annexe,
- le rôle fédérateur de l'ArL Provence-Alpes-Côte d'Azur pour rassembler les bibliothécaires intervenants en bibliothèques carcérales et foyers,
- la mission confiée à l'ArL de suivi des bibliothèques, d'acquisitions d'ouvrages et de mise en place d'actions culturelles.

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1. OBJET DE LA COOPERATION ENTRE LES PARTIES

Les parties se coordonnent en vue de réaliser des acquisitions d'ouvrages et des animations dans les établissements sous main de justices nommés en annexe.

Pour ce faire, l'ArL Provence-Alpes-Côte d'Azur procédera à un dépôt de demande de subvention auprès du Centre National du Livre (CNL), en partenariat avec les signataires de la présente convention, chaque année. La présente convention définit les rôles de chaque partie dans les différentes opérations administratives, financières et techniques.

ARTICLE 2. ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

L'ArL Provence-Alpes-Côte d'Azur s'engage à déposer auprès du CNL le dossier « Subventions aux projets de diffusion du livre pour les publics empêchés » pour les bibliothèques des établissements concernés.

Pour ce faire l'Agence :

- coordonnera l'ensemble de l'opération en mettant en œuvre les réunions, rencontres, compte rendus et autres opérations nécessaires,
- sollicitera la bibliothèque partenaire de chaque établissement pour la sélection, le choix des documents et des animateurs en adéquation avec les besoins de chaque lieu,
- emploiera les crédits versés par le CNL pour acheter des ouvrages et animer les fonds concernés, dans la limite des crédits disponibles,
- remettra aux établissements concernés par cette convention les ouvrages achetés dans ce cadre,
- mènera l'évaluation de ces actions, incluant un complément budgétaire pour des actions de médiation afin de faire vivre et animer les fonds ainsi achetés.

L'ArL œuvre par la présente au conventionnement entre établissements et bibliothèques municipales, afin de faire vivre, renouveler, prêter et développer les fonds d'ouvrages nouvellement constitués dans ce projet.

Le SPIP 06 s'engage :

- ☒ X à consacrer au projet la somme figurant en annexe, pour procéder à l'acquisition d'ouvrages (dans les librairies indépendantes de proximité) ainsi que, le cas échéant, l'animation du fonds des bibliothèques sous main de justice citées en annexe, dans un délai de 6 mois maximum suivant l'acceptation du dossier de demande de subvention au CNL,
- ☒ X à transmettre à l'ArL Provence-Alpes-Côte d'Azur dans un délai maximum de 2 mois toutes les copies de factures correspondantes à l'intégralité du projet aidé ainsi que la liste des ouvrages acquis,
- ☒ X à rendre accessibles au plus grand nombre les ouvrages acquis dans le cadre de cette convention de partenariat,
- ☒ X à mettre à la disposition de l'ArL Provence-Alpes-Côte d'Azur tous documents nécessaires à l'évaluation de l'impact des acquisitions et animations réalisées dans le cadre de cette convention.

La DTPJJ 06 s'engage :

- ☒ à consacrer au projet la somme figurant en annexe, pour procéder à l'acquisition d'ouvrages (dans les librairies indépendantes de proximité) ainsi que, le cas échéant, l'animation du fonds des bibliothèques sous main de justice citées en annexe, dans un délai de 6 mois maximum suivant l'acceptation du dossier de demande de subvention au CNL,
- ☒ à transmettre à l'ArL Provence-Alpes-Côte d'Azur dans un délai maximum de 2 mois toutes les copies de factures correspondantes à l'intégralité du projet aidé ainsi que la liste des ouvrages acquis,
- ☒ à rendre accessibles au plus grand nombre les ouvrages acquis dans le cadre de cette convention de partenariat,
- ☒ à mettre à la disposition de l'ArL Provence-Alpes-Côte d'Azur tous documents nécessaires à l'évaluation de l'impact des acquisitions et animations réalisées dans le cadre de cette convention.

Le réseau des bibliothèques de Grasse s'engage :

- ☐ à financer, à hauteur de la somme figurant en annexe, l'acquisition d'ouvrages (dans les librairies indépendantes de proximité) pour les bibliothèques de l'établissement grassois.
- ☒ à apporter une aide technique et scientifique pour le choix des ouvrages dans le respect de l'équilibre des collections, des montants déterminés par la présente convention sans perdre de vue les besoins spécifiques de la population sous main de justice,
- ☒ à apporter l'assistance technique d'un personnel qualifié concernant les acquisitions, la gestion des collections, le catalogage, l'indexation, le désherbage et le récolement des collections de l'établissement grassois,
- ☒ à rechercher tout partenariat favorisant les pratiques de lecture,
- ☒ à participer à la coordination des actions au niveau régional,
- ☒ à fournir des dons de livres lorsque ce sera possible, en adéquation avec les besoins du public sous main de justice,
- ☒ à former les détenus au poste d'auxiliaires-bibliothécaires, les éducateurs référents ou les bénévoles référents, au fonctionnement de la bibliothèque de leur site,
- ☐ à former un bénévole extérieur, prêt à animer et ranger régulièrement la bibliothèque des établissements de son territoire, et l'autoriser à utiliser son propre matériel pour l'équipement des ouvrages concernés,
- ☒ lors de ses interventions, le personnel de la bibliothèque (ou le bénévole recruté) s'engage à respecter les règles de sécurité en vigueur dans l'établissement.
- ☒ à participer à l'évaluation des actions menées.

Le réseau des bibliothèques de Nice s'engage :

- ☐ à financer, à hauteur de la somme figurant en annexe, l'acquisition d'ouvrages (dans les librairies indépendantes de proximité) pour la bibliothèque du foyer niçois,
- ☒ à apporter une aide technique et scientifique pour le choix des ouvrages dans le respect de l'équilibre des collections, des montants déterminés par la présente convention sans perdre de vue les besoins spécifiques de la population sous main de justice,
- ☒ à apporter l'assistance technique d'un personnel qualifié concernant les acquisitions, la gestion des collections, le catalogage, l'indexation, le désherbage et le récolement des collections du foyer niçois,
- ☒ à rechercher tout partenariat favorisant les pratiques de lecture,
- ☒ à participer à la coordination des actions au niveau régional,
- ☒ à fournir des dons de livres lorsque ce sera possible, en adéquation avec les besoins du public sous main de justice,
- ☒ à former les détenus au poste d'auxiliaires-bibliothécaires, les éducateurs référents ou les bénévoles référents, au fonctionnement de la bibliothèque de leur site,
- ☒ à former un bénévole extérieur, prêt à animer et ranger régulièrement la bibliothèque des établissements de son territoire, et l'autoriser à utiliser son propre matériel pour l'équipement des ouvrages concernés,
- ☒ lors de ses interventions, le personnel de la bibliothèque (ou le bénévole recruté) s'engage à respecter les règles de sécurité en vigueur dans l'établissement.
- ☒ à participer à l'évaluation des actions menées.

Compte-tenu des délais du CNL, les parties s'engagent à répondre avec diligence à toutes les demandes de l'ArL et à respecter les délais fixés, impératifs pour mener à bien les opérations.

ARTICLE 3. MODALITES PRATIQUES

Le choix des titres pour le dossier de demande de subventions adressé au CNL sera fait en concertation avec les professionnels en fonction des besoins exprimés par les lecteurs et bibliothécaires des établissements concernés. Les ouvrages mais aussi les animations devront répondre au mieux aux besoins de la population sous main de justice en matière de culture, de loisir, d'information, d'apprentissage et d'insertion.

ARTICLE 4. MODALITES FINANCIERES

Les parties s'engagent à consacrer au projet les sommes figurant en annexe, sous réserve de l'obtention des subventions du CNL.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

Cette convention prend effet à partir de la date de sa signature pour une durée de :

- ☐ un an
- ☐ deux ans
- ☒ trois ans

Chaque année les parties définiront en annexe :

- Le ou les établissements concernés,
- Les sommes à engager.

ARTICLE 6 : MESURE DE REGULATION

En cas d'inexécution par les partenaires des obligations décrites dans la présente convention, ou au cas où les partenaires n'auraient pas réalisé les actions prévues en objet dans les délais impartis, les partenaires pourront interrompre les actions prévues.

Le partenaire qui prendra cette mesure en informera les autres par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

La convention sera également résiliée de plein droit dans le cas où l'un des partenaires ferait l'objet d'une cessation d'activité, d'une liquidation judiciaire ou d'une dissolution.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant conclu entre les parties, préalablement approuvé selon les règles propres à chaque partenaire.

ARTICLE 9 : LITIGES ET CONTENTIEUX

Tout litige relatif à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Marseille.

Fait en 5 exemplaires à Aix en Provence, le

POUR L'AGENCE REGIONALE DU LIVRE
Provence-Alpes-Côte d'Azur
La directrice
Léonor DE NUSSAC

POUR LE SPIP 06
La directrice
Anne GOURRIER

POUR LA DTPJJ 06
La directrice
Laurence DUPERRAY

POUR LE RÉSEAU DES BIBLIOTHÈQUES DE GRASSE
Le maire
JÉROME VIAUD

POUR LA VILLE DE NICE
Le maire
Christian ESTROSI